

## 12 – QUEL EST LE RÔLE ECONOMIQUE DE L'ETAT ?

### A – Quel est son rôle dans la production ?

#### a) - La production de biens et services marchands

1 – Pour la première fois de leur histoire, La Poste et la SNCF vont distribuer des dividendes à leur propriétaire, l'Etat. La compagnie publique de chemin de fer a aussi annoncé, dimanche 6 avril, une offre publique d'achat<sup>1</sup> (OPA) amicale pour prendre le contrôle total de sa filiale de transport et de logistique Geodis, puis, deux jours plus tard, le rachat d'une entreprise de transport ferroviaire allemande. Autant de signes de la mue des chemins de fer français, qui suit celle des autres ex-monopoles publics : Air France, France Télécom, La Poste, EDF, GDF... Confrontés à l'ouverture de leur marché, ces géants ont fait, comme nombre de leurs homologues européens, le choix du développement dans d'autres métiers et à l'international, afin de compenser l'ouverture à la concurrence et occuper une place incontournable dans la recomposition de leur secteur.

(Source : Adrien de Tricornot, Le Monde du 16 avril 2008)

Offre publique d'achat<sup>1</sup> = consiste pour son « initiateur » à proposer aux actionnaires d'une société cotée (la « cible ») l'acquisition de la totalité des titres composant le capital de cette dernière pendant une période déterminée et à un prix fixé et versé en espèces.

2 – Maintenir ses guichets en zone rurale, accueillir sans discrimination tous les usagers, accepter une concurrence croissante avec les sociétés de logistique privées et...équilibrer ses comptes : la Poste constitue un bon exemple de la quadrature du cercle demandée par l'État aux entreprises publiques. [...]

La Poste doit assumer un ensemble de charges, et d'abord celles qui sont liées à ses missions de service public. La Poste entretient un réseau de 14 000 bureaux, dont 6 000 en sous-activité dans les zones rurales. Elle remplit aussi une fonction de banque pour tous : elle pratique pour les services (carte Visa, change...) des services parmi les moins chers du marché et accepte tout le monde, y compris les SDF et les RMIstes, refoulés par les banques.

Pour résister à la concurrence, la Poste a réagi, conformément à l'idéologie libérale ambiante, en se lançant dans le commercial tous azimuts. Des guichets « Entreprises » ont fait leur apparition dans les bureaux de poste, qui démarchent les sociétés en leur proposant des services sur mesure : ramassage du courrier sur place, tri par services de la société, vente d'enveloppes variées (rondes, triangulaires...). Pour maintenir ses 6 000 bureaux ruraux déficitaires et continuer d'accueillir les publics défavorisés, elle est conduite à vendre des produits financiers, et à abandonner en chemin une partie de sa mission. Un choix certes discutable, mais qui s'explique largement par les contraintes qui s'exercent sur l'entreprise publique.

(Source : B.Boudet, *L'impossible équation de la Poste, Alternatives économiques*, janvier 1996)

**Q1** – Quelles étaient les différences entre une *entreprise publique* et une *entreprise privée* ?

- .....
- .....
- .....

**Q2** – Quels sont les différents objectifs poursuivis par la Poste ?

- .....
- .....
- .....

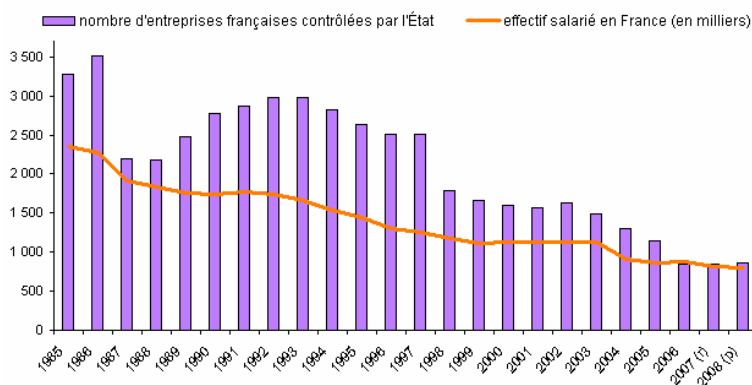
**Q3** – Quelles sont les missions de service public que doit offrir la Poste

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

**Q4** – Quels sont les concurrents de la Poste mentionnés dans le texte ?

- .....
- .....

Entreprises contrôlées majoritairement par l'État



r : données révisées.

P : données provisoires.

Source : Insee, répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (Recme). Données au 31 décembre.

Q1 – Faites une phrase avec les chiffres de l'année 1986 du graphique :

Q2 – Que montre ce graphique ?

Q3 – Donnez deux raisons à ce mouvement de privatisation :

- .....
- .....

### b) - La production de biens et services non marchands

1 - Au cœur de la dépense publique se trouvent les fonctions régaliennes (police, justice, défense). Pour assurer la bonne marche de la société, seule une autorité supérieure, l'État, peut être le garant du respect des règles qu'elle s'est donnée, et notamment de la sécurité des personnes et des biens. Même si la sécurité privée se développe, personne ne songe à remettre en cause le niveau des dépenses réalisées, qui représentent 64 milliards d'€, soit le tiers des dépenses de l'État central et environ un dixième des dépenses collectives totales.

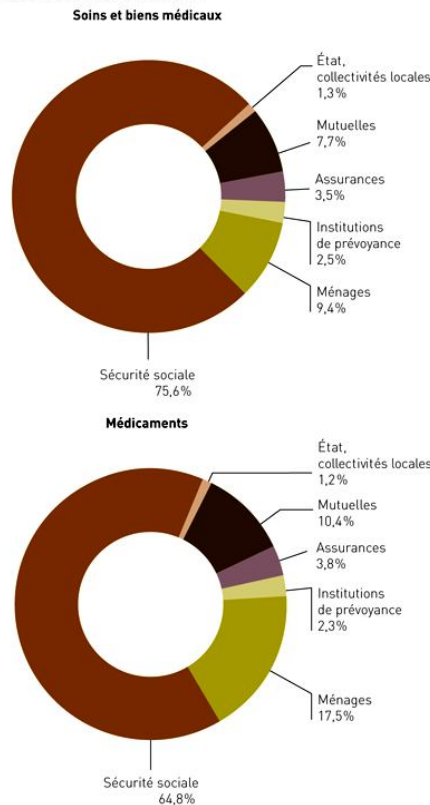
Au delà de cette activité au cœur régalienn, l'État prend en charge des investissements d'équipement collectif que le marché ne peut assurer spontanément. Comme l'a montré Richard Musgrave, l'une des justifications de l'intervention de l'État est l'existence de biens collectifs. C'est le cas des infrastructures routières qui demandent des investissements coûteux et engendrent des effets externes positifs évidents. Le développement des réseaux concédés au privé (autoroutes, péages urbains) et l'achèvement d'un réseau d'une très grande densité dans notre pays ont réduit la part des dépenses collectives. Mais les seules dépenses d'équipement routier atteignent au moins 30 milliards d'€ par an.

Parallèlement, la collectivité investit massivement dans un autre grand domaine où le secteur privé ne peut répondre aux besoins sociaux : l'école. Là encore, les effets externes sont très puissants, les entreprises bénéficiant d'une élévation de la productivité des travailleurs. Le budget de l'Éducation consacrées au cœur régalienn : 128 milliards d'€ par an financé à 55% par l'Etat central, à 23% par les collectivités territoriales et le reste par les entreprises et les ménages . Personne ne songe vraiment à remettre en cause ces dépenses qui, bien que considérées comme des dépenses de fonctionnement de l'État, puisqu'il s'agit pour l'essentiel de salaires, représentent pour la société un investissement en capital humain.

(Source : Guillaume Duval, *Vive l'impôt ! Alternatives économiques* n° 174, octobre 1999)

### 2 - Le financement des dépenses de santé en 2008

Source : comptes nationaux de la santé.



Q1 – Quelles sont les trois administrations publiques citées dans ces deux documents ?

- .....
- .....
- .....

**Q2** – Expliquez pourquoi l'Etat est obligé de prendre en charge la justice, la police ou l'armée ?

.....  
 .....

**Q3** – Expliquez pourquoi l'Etat est obligé de prendre en charge les routes mais pas les autoroutes ?

.....  
 .....

**Q4** – Expliquez pourquoi l'Etat prend en charge une grande partie des services éducatifs et des services de santé :

➤ .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

**c) - Les frontières floues entre le secteur public et le secteur privé**

Quelles conclusions tirer de cette étude? La première est qu'au sein même des principales fonctions collectives (sécurité, enseignement, santé, protection sociale, action sociale) la part des activités privées n'est pas mince. Selon nos estimations, 20% des emplois de la sécurité intérieure relèvent du secteur privé (vigiles, gardiens, etc.); près de la moitié des emplois de la santé sont dans ce cas. En matière d'action sociale, hormis les salariés des collectivités locales, c'est également le secteur privé (assistantes maternelles, associations, etc.) qui assure l'essentiel des services. La situation est en revanche équilibrée dans l'assurance: privé et public se répartissent les risques. Au privé les biens et la vie, au public la maladie, la retraite, la famille et le chômage. Au bout du compte, le privé intervient donc beaucoup dans la façon dont sont assurées les principales fonctions collectives, y compris celles qui devraient l'être au bénéfice de tous, comme la sécurité, la santé, l'éducation, la protection sociale et l'action sociale.

(Source : Philippe Frémeaux, Louis Maurin, *Alternatives Economiques* n° 165 - décembre 1998)

**Q1** – Complétez le texte à l'aide des mots suivants : concurrents, sécurité sociale, centrales, intérêt, locales, cotisations sociales, administrations, service public, marché, impôts, secteur, publiques, services.

Le.....public en France comprend les.....publiques et les entreprises.....  
 Les premières sont des services chargés de tâches d'..... général et sont financées par les.....  
 et/ou des.....obligatoires. Elles comprennent les administrations....., les  
 collectivités.....et les organismes de .....Les secondes, qui ont souvent le statut  
 d'établissement public industriel et commercial, tirent l'essentiel de leurs revenus du....., par la vente des  
 biens et services qu'elles produisent.

Cependant, les frontières entre secteur public et secteur privé sont relativement floues. D'une part, certaines entreprises privées ont des missions de.....(distribution des eaux, transport en commun, collecte des déchets...). D'autre part, les entreprises privées peuvent offrir des services .....aux services offerts par les entreprises ou les administrations publiques (école privée, hôpitaux privés, police privée...). Enfin, les firmes publiques peuvent produire des biens ou des.....qui n'ont pas de rapport avec le service public (des explosifs, des jeux, des services d'assurance...).

**Q2** - Cochez les bonnes cases :

	Entreprise publique	Administration publique	Service public	Entreprise privée
EDF				
GDF				
Education nationale				
Véolia				
Renault				
La Poste				
Air-France				
Radio France				
SNCF				
Hôpital public				
La Mairie				

## B – Quel est son rôle dans la redistribution des richesses ?

### a) - L'impôt corrige-t-il les inégalités ?

Considérons deux individus célibataires aux revenus très différents : Julien, ouvrier au SMIC, touche, primes comprises, 1 050 € nets par mois (soit 12 600 € dans l'année pour un salaire brut de 18 000 €), tandis que Michel, cadre dirigeant, perçoit un salaire net de 27 000 euros par mois (324 000 € dans l'année pour un salaire brut de 463 000 €) et 10 000 € de revenus de la propriété dont 3 000 € sont *exonérés* de l'impôt (ils n'entrent pas dans le calcul de l'impôt) . De plus, Michel bénéficie d'un *crédit d'impôt* de 2 000 € (on les retire de l'impôt dû).

Q1 – Calculez le rapport entre le *revenu brut* de Michel et celui de Julien.....

Q2 – Faites une phrase avec votre résultat :

**1 - Le rôle de l'impôt sur le revenu** : l'impôt sur le revenu est un *impôt progressif* ce qui signifie que plus les revenus nets sont élevés plus le taux d'imposition augmente. Le nouveau barème d'imposition (qui s'appliquera en 2011 pour les revenus de 2010) sur le revenu comporte 5 tranches et 4 taux (cf. tableau). Tous les salariés bénéficient d'une *déduction* fiscale pour frais professionnels de 10%.

Q1 – Calculez le revenu imposable de Michel dans le tableau suivant en tenant compte des exonérations et de la déduction :

	Julien	Michel
Revenu net perçu =	12 600	
Revenu déclaré =	12 600	
Déduction de 10%	- 1 260	
Revenu imposable =	11 340	

Q2 – Calculez l'impôt sur le revenu imposable de Michel en complétant le tableau suivant

#### Taux d'imposition en 2011 pour les revenus perçus en 2010

Tranches de l'impôt	Taux marginal d'imposition en %	Impôt pour chaque tranche de Julien	Impôt pour chaque tranche de Michel
0 – 5 963 €	0	0	0
5 964 – 11 896 €	5,5	11 340 – 5 964 x 0,055 = 295 €	11 896 - 5 964 x 0,055 = 326 €
11 897 – 26 420 €	14		26 420 - 11 897 x 0,14 = 2 033 €
26 421 – 70 830 €	30		13 322
70 830 € et plus	41		93 098
<b>Total de l'impôt brut =</b>		<b>295 €</b>	
<b>Crédit d'impôt</b>		0	- 2000 €
<b>Total de l'impôt net =</b>		295	
<b>Poids de l'impôt sur le revenu net</b>		<b>2,34%</b>	

Q3 – Calculez le % de l'impôt sur le revenu net perçu (taux d'imposition moyen) pour Michel

Q4 – Calculez le rapport entre le revenu net de Michel et celui de Julien après impôt.....

Q5 – Qu'en concluez-vous ?

**2 - Le rôle de la TVA** : la TVA est un impôt indirect sur la dépense, appliqué aux biens et services vendus. La valeur de la taxe est proportionnelle au prix de vente hors taxe (HT) c'est-à-dire qu'il touche de la même façon tous les consommateurs. En France, le taux normal de TVA est de 19.6%, certains biens ou services étant imposés à un taux réduit de 5,5%.

$$\text{Prix TTC} = \text{Prix HT} \times (1 + \text{TVA})$$

On imagine que Julien affecte chaque année en moyenne 90% de son revenu disponible à la consommation de biens et services, tandis que pour Michel, cette part s'élève à 70%

	Julien	Michel
Revenu disponible annuel	12 305	227 221
Consommation annuelle TTC		
Dont TVA		
<b>TVA en % du revenu disponible annuel</b>		

Q1 – Calculez la consommation totale de Julien et de Michel

Q2 – Déduisez la TVA payée par Julien et Michel à l'aide de la formule précédente

Q3 – Calculez la part en % de la TVA dans le revenu disponible de Julien et dans celui de Michel

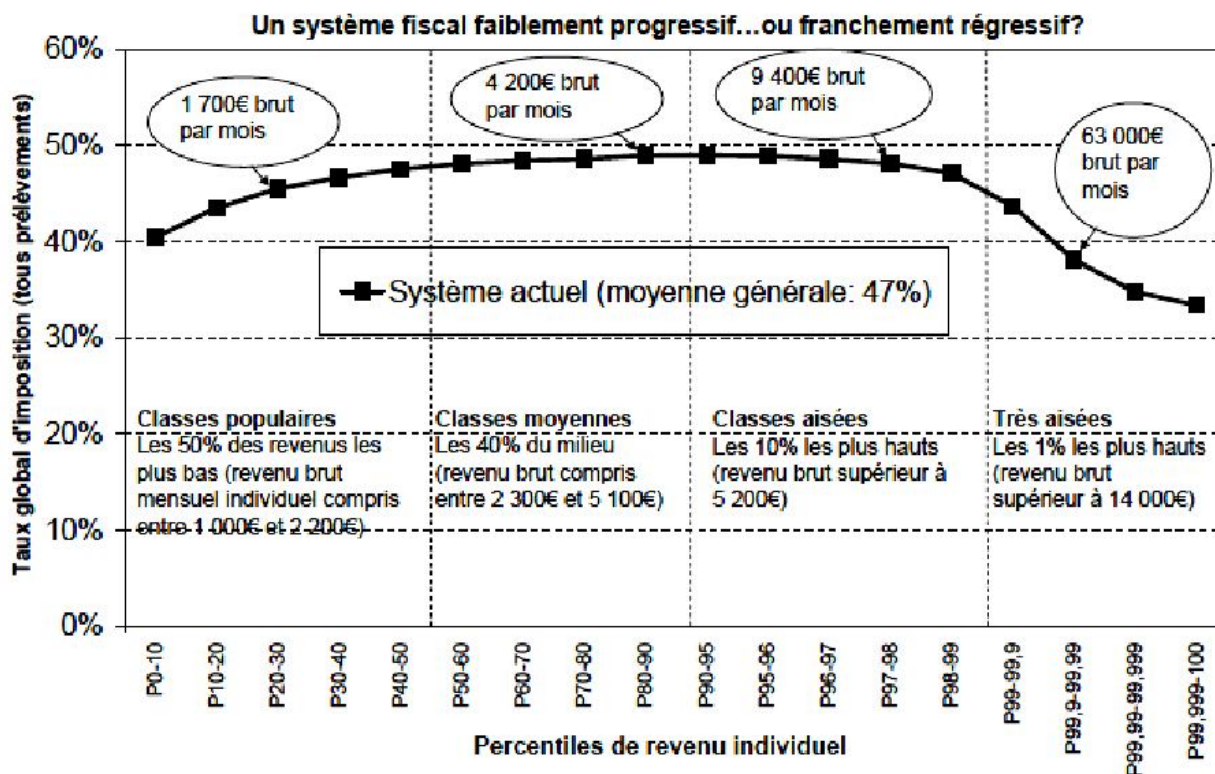
Q4 – Comment expliquer ce résultat sachant que la TVA est un impôt proportionnel.

### 3 - Les limites du système fiscal français dans la redistribution

La part de chaque impôt dans les recettes fiscales de l'Etat en 2010 (en % du total)

Impôts directs	Impôt progressif sur le revenu	15,7%
	Impôt sur les sociétés	14,5%
	Impôt progressif sur la fortune et autre	9,9%
Impôts indirects	TVA proportionnelle	49,3%
	Autres impôts proportionnels	10,5%
	Dont TIPP (taxe sur les produits pétroliers)	4,2%
	Dont Impôt sur le patrimoine	6,3%

(Source : projet de loi de finance 2010)



Lecture: le graphique montre le taux global d'imposition (incluant tous les prélèvements) par groupe de revenus au sein de la population 18-65 ans travaillant à au moins 80% du plein temps. P0-10 désigne les percentiles 0 à 10, c'est-à-dire les 10% des personnes avec les revenus les plus faibles, P10-20 les 10% suivants, ..., P99,999-100 désigne les 0,01% les plus riches. La moyenne générale d'imposition est de 47% en moyenne. Les taux d'imposition croissent légèrement avec le revenu jusqu'au 95e percentile puis baissent avec le revenu pour les 5% les plus riches.  
Source: C. Landais, T. Piketty & E. Saez, Pour une révolution fiscale, chapitre 1, p.50

**Q1** – Complétez le texte à trous à l'aide des deux documents et du vocabulaire suivant : *obligatoires, disponible, augmente, indirects, épargnent, paradis, régressifs (2), réduit, inégalité, progressifs, législation.*

En théorie, les impôts devraient corriger l'.....des revenus. En effet, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la fortune sont des impôts.....dont le taux moyen.....avec les revenus ou la fortune. Ainsi, en France, en 2010, un individu qui gagne 1 000€ brut mensuel se verra prélever.....% du total de son revenu en impôts et cotisations sociales alors que celui qui gagne 4 200€ brut par mois aura un prélèvement total de près de.....% de son revenu. L'écart des revenus entre les 10% riches et les 10% les plus pauvres s'est bien .....grâce à la progressivité de l'impôt sur le revenu et sur la fortune.

Cependant, cette progressivité est limitée. Un individu qui gagne 1 700€ par mois verra .....% de ses revenus taxés par les impôts et les cotisations sociales alors que celui qui gagne 4 200€ par mois sera taxé à.....% soit un écart de.....points seulement ! Au delà de 14 000€ par mois les prélèvements.....deviennent..... En effet, un individu qui gagne 63 000€ par mois ne sera taxé qu'à.....% soit un taux inférieur à celui qui gagne 1000€ par mois et ce taux baisse à .....% pour les 0,01% les plus riches. Comment expliquer ce phénomène ?

- ✓ D'une part, les impôts progressifs ne représentent que.....% du total des recettes fiscales de l'Etat alors que les impôts.....comme la TVA en représentent.....%. Or, ces impôts indirects sont .....Ainsi, la TVA représente 8,1% du revenu.....des ménages du premier décile (les 10% les plus pauvres), 5,9% pour le cinquième et seulement 3,4% pour le dixième décile (les 10% les plus riches). Une des explications de ce phénomène est que les ménages du premier décile n'..... pas (ils paient donc la TVA sur la quasi-totalité de leur revenu), alors que le taux d'épargne des ménages des 10% les plus riches est de 40%. La TVA ne s'applique donc qu'à.....% de leur revenu disponible.
- ✓ D'autre part, les plus riches ont à leur disposition des conseillers fiscaux qui utilisent toutes les astuces de la .....fiscale pour réduire au maximum l'impôt à payer (déductions fiscales, crédit d'impôt...) ou pour cacher une partie des revenus dans des.....fiscaux.

## b) - Les prestations sociales et les services publics réduisent-ils les inégalités ?

Montant moyen du revenu annuel, des prélèvements et des prestations pour un individu en France en 2008 (en euros)

	20% les moins riches	Entre les 20% et les 40% les moins riches	Entre les 40% et les 60% les moins riches	Entre les 60% et les 80% les moins riches	Les 20% les plus riches	Ensemble
<b>Revenu avant redistribution</b>	<b>7 200</b>	<b>15 200</b>	<b>20 870</b>	<b>27 770</b>	<b>53 760</b>	<b>24 960</b>
Cotisations sociales	- 560	- 1 260	- 2 090	- 2 980	- 5 640	- 2 510
Impôts et prime pour l'emploi <sup>1</sup>	+ 100	-60	- 500	- 1 240	- 5 590	- 1 460
<b>Revenu après prélèvements</b>	<b>6 740</b>	<b>13 880</b>	<b>18 280</b>	<b>23 550</b>	<b>46 530</b>	<b>20 990</b>
Prestations sans conditions de ressources	970	590	590	490	460	620
Prestations sous conditions de ressources <sup>2</sup>	780	380	220	130	10	300
Aides au logement	1 190	240	50	20	10	300
Minima sociaux <sup>3</sup>	920	110	50	40	20	230
<b>Revenu disponible</b>	<b>10 600</b>	<b>15 200</b>	<b>19 190</b>	<b>24 230</b>	<b>47 030</b>	<b>22 440</b>

(Source : Insee 2009)

Prime pour l'emploi<sup>1</sup> = impôt négatif versés à ceux dont les revenus sont insuffisants pour payer l'impôt

Prestations sous conditions de ressources<sup>2</sup> = prestations sociales versées à ceux dont les revenus ne dépassent pas un certain seuil (Bourses scolaires, allocation de rentrée scolaire...)

Minima sociaux<sup>3</sup> = RSA, minimum vieillesse, allocation pour adulte handicapé...

**Q1** – Faites une phrase avec les trois nombres en gras de la colonne ensemble.

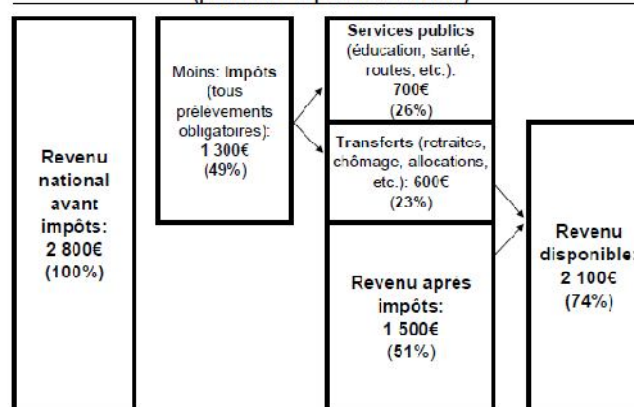
**Q2** – A l'aide du tableau et du vocabulaire suivant, complétez le texte à trous : prestations, revenus, inégalité, prélèvements, cotisations, redistribution,

En France, en 2008, un individu qui fait partie des 20% les plus riches gagne en moyenne.....fois plus que l'individu qui fait partie des 20% les plus pauvres. Les impôts et les .....sociales corrigent légèrement cette.....puisque qu'après ces.....obligatoires l'individu qui fait partie des 20% les plus riches gagne en moyenne.....fois plus que celui qui fait partie des 20% les plus pauvres.

Mais ce sont les.....sociales qui réduisent le plus les inégalités. Les prestations sans conditions de ressources (allocations familiales, allocation pour garde d'enfant...) ne modifient pas beaucoup les écarts car les 20% les plus pauvres touchent.....fois plus que les 20% les plus riches. En revanche, les prestations réservées à ceux dont les.....sont insuffisants (allocation logement, bourses scolaires, RSA...) diminuent fortement les inégalités puisque les 20% reçoivent en moyenne.....euros contre.....euros pour les 20% les plus riches.

Au total, après.....de l'Etat et de la Sécurité sociale, l'individu qui fait partie des 20% les plus riches dispose d'un revenu disponible.....fois plus important que l'individu appartenant aux 20% les plus pauvres. La redistribution a augmenté de.....% le revenu de départ de celui qui fait partie des plus pauvres et a diminué de .....% le revenu de celui qui appartient au 20% les plus riches.

**Du revenu national au revenu disponible**  
(par adulte et par mois en 2010)



Source: C. Landais, T. Piketty & E. Saez, Pour une révolution fiscale, chapitre 1, p.40  
Voir [www.revolution-fiscale.fr](http://www.revolution-fiscale.fr), annexe au chapitre 1

Le fait que, par exemple, l'éducation publique ou la santé publique soient gratuites, ou fournies à très faible prix pour les ménages au regard de leurs coûts, est spontanément considéré comme un facteur de réduction des inégalités : les pauvres y ont accès tout comme les riches, au nom de droits jugés universels. La dépense publique dans ces domaines semble clairement redistributive. Sans elle, les riches pourraient quand même se payer ces services; les pauvres ne le pourraient pas.

En France, le revenu moyen des 10% les plus riches est environ neuf fois supérieur à celui des 10% les plus pauvres. Prenons le cas de la santé publique. De fortes inégalités de santé et d'accès aux soins existent, mais il est clair que les 10% du haut de l'échelle ne se font pas soigner neuf fois plus que les 10% du bas. La gratuité (ou le faible coût) des soins y est pour beaucoup. L'existence d'un service public de santé, de la couverture maladie universelle (CMU), etc. sont donc de puissants facteurs de redistribution, en dépit d'inégalités persistantes. Le même raisonnement vaut pour la plupart des services publics gratuits.

Qu'en est-il de l'éducation publique, cas généralement cité pour mettre en cause l'impact redistributif des services publics? Le coût, pour la collectivité, du parcours éducatif des enfants de milieux favorisés (études longues, filières "nobles" à taux d'encadrement et à coût annuel élevés) est en moyenne plus important que les études des enfants de milieux modestes. Les plus grands écarts concernent l'enseignement supérieur, auquel les enfants des ménages aisés accèdent dans une proportion bien plus élevée que ceux des ménages modestes (on passe de 18% pour les ménages du premier décile à 67% pour ceux du dernier). La dépense publique d'enseignement supérieur bénéficie donc plus aux ménages riches qu'aux pauvres. Pourtant, même dans ce cas extrême, le calcul montre que les dépenses publiques dont bénéficient en moyenne les ménages du dixième décile (les 10% les plus riches) ne sont "que" quatre fois supérieures à celles qui concernent les ménages du premier décile (les 10% les plus pauvres).

(Sources : Jean Gadrey, *Alternatives Économiques* n° 239 - septembre 2005)

**Q1** – Expliquez à partir du schéma pourquoi le revenu disponible moyen est inférieur au revenu avant la redistribution.

.....  
.....  
.....

**Q2** – Pourquoi les services publics diminuent-ils les inégalités ?

.....  
.....  
.....

**Q3** – Quelle est la limite à l'affirmation précédente ?

.....  
.....  
.....  
.....

## **C – Quel est son rôle dans la régulation de l'activité économique ?**

### **a) - L'Etat régleme nte les activités économiques**

**1** – La loi du 22 mars 1841 spécifiait que les enfants âgés de moins de 8 ans ne pouvaient pas être employés dans les manufactures de plus de 20 salariés (peu nombreuses à cette époque). Quant aux jeunes âgés de 8 à 12 ans, ils ne pouvaient travailler plus de 8 heures. Malheureusement, il n'y avait pas d'inspecteurs du travail pour contrôler l'application de ces mesures.[...]

Il fallut attendre le début de la troisième République pour que la loi du 19 mai 1874 - trois ans après la Commune - vienne encore améliorer le sort des enfants. Elle interdit d'employer des enfants de moins de 12 ans et prohibe le travail de nuit et du dimanche jusqu'à l'âge de 16 ans pour les garçons, 21 ans pour les filles.

La loi crée un corps d'inspecteurs dotés de pouvoirs de contrôle importants : visiter les enfants dans les usines, vérifier les feuilles de présence dans les écoles et dénoncer auprès d'une commission les dangers et l'état d'insalubrité des usines. Le législateur prévoit des pénalités pour les directeurs des entreprises en infraction avec ce texte. Depuis le 27 septembre 1967, il n'est plus légal de travailler avant l'âge de 16 ans.

(Source : *Le Monde*, 21 juin 1994)

**2** – C'est le 23 avril 1919 que la loi adoptée par le Parlement, sous le gouvernement de Georges Clemenceau, instaure la durée maximale de 8 heures de travail par jour et de 48 heures par semaine. Un texte qui demeurera inchangé jusqu'en 1936 et la fameuse loi du 21 juin sur la semaine de 40 heures, à son tour en vigueur jusqu'au 17 janvier 1982, qui généralisera les 39 heures par semaine avec de nombreuses dérogations. A l'époque, immédiatement après la sortie de la guerre, il y avait urgence à prévenir toute agitation en arrêtant toute une série de dispositions sociales. Pour cette raison, déjà, le Parlement avait voté la loi du 25 mars 1919 reconnaissant les conventions collectives. Désormais, le caractère impératif de la convention collective s'impose pour ceux qui y sont soumis, sa supériorité étant confirmée par rapport à un contrat individuel. En outre, la définition d'un intérêt collectif équivalait à la reconnaissance du syndicat, qui en est le garant naturel.

Au début de 1919, et pour une période qui va s'étendre jusqu'à l'échec de la grande grève de 1920, les tensions sont fortes. Un mécontentement croissant s'affirme dans les milieux ouvriers à cause de la vie chère, de la baisse des salaires, des soldats démobilisés qui ne retrouvent pas de travail. Commencées en mars chez les mineurs de Lorraine, les grèves s'étendent et, le 1er mai, la grève est générale en France. La CGT qui comptait 400 000 adhérents en 1914, en rassemble 1 200 000 en septembre 1919. Ce n'est pas un hasard si la création de l'Organisation Internationale du Travail a lieu cette année là.

(Source : A.Lebaube, *Le Monde*, 25 avril 1994)

**3** – La qualité de salarié est fondamentale, car le contrat de travail fait l'objet de règles particulières qui organisent la protection du salarié en raison de sa situation de dépendance vis-à-vis de l'employeur et lui reconnaissent un certain nombre de droits dans l'entreprise. Il suffit de citer : l'obligation de verser une rémunération au moins égale au SMIC (1950), la réglementation protégeant la santé des travailleurs, le droit aux congés payés (1936), les dispositions limitant la durée du travail, les garanties en cas de sanction disciplinaire ou de licenciement, le droit des salariés à être informés, s'exprimer et négocier dans l'entreprise...Également, la qualité de salarié vous donne droit à une protection sociale en cas de chômage, de maladie, d'accident du travail (1945)...

(Source : CFDT, *Salariés : guide de vos droits*, Syros 1999)

**Q1** – Soulignez dans les textes les principales lois sociales votées par le Parlement

**Q2** – Pourquoi l'Etat a-t-il dû réglementer le marché du travail ?

.....  
.....  
.....  
.....

**Q3 –** Quels sont les domaines déterminés par la loi ?

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

**Q4 –** Comment l'Etat peut-il contrôler la bonne application de ces lois ?

4 – Depuis quand existe-t-il des législations anti-monopoles ? Si les économistes se sont intéressés depuis longtemps aux conséquences économique de la concurrence, les textes législatifs et réglementaires et la mise en place d'autorités chargées de les faire respecter sont beaucoup plus récents. Les premières lois antimonopoles apparaissent aux États-Unis : le Sherman Act, adopté en 1890, suivi, en 1914, du Clayton Act et de la création de la Federal Trade Commission. Le Sherman Act fut appliqué pour la première fois en 1911 à l'encontre de la Standard Oil, l'empire pétrolier de John Rockefeller, qui dut éclater en trente sociétés. Dans l'après-guerre, la législation anti monopole américaine sera utilisée de façon ponctuelle contre quelques grandes entreprises accusées de position dominante. Le dernier exemple en date est celui de Microsoft. [...]

L'article 81 sur les règles de la concurrence au sein de l'Union européenne établit que "*tous accords entre sociétés, toutes décisions d'associations d'entreprises et pratiques concertées, susceptibles d'affecter le commerce entre Etats membres et qui ont pour objet (...) d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché commun*" sont interdits. La Commission européenne s'est-elle souvent opposée à des concentrations ? Non, depuis l'adoption, le 21 décembre 1989, du Règlement sur les concentrations, la Commission n'a donné que onze avis négatifs, soit environ 1 % des opérations notifiées. Une trentaine ont été autorisées mais moyennant des aménagements, c'est-à-dire la vente de certains secteurs d'activité. [...]

Quel est en France, le rôle du Conseil national de la concurrence ? Cet organisme est une institution indépendante créée le 1er décembre 1986 pour veiller au respect de la liberté des prix, à l'absence d'abus de position consécutive à des concentrations ou à des ententes entre entreprises, au libre accès au marché. Le Conseil national de la concurrence a un rôle consultatif et un rôle contentieux. Il est consulté pour avis par le gouvernement, le Parlement, les entreprises, les syndicats, les associations de consommateurs...Mais il peut aussi infliger des amendes à des entreprises entravant le bon fonctionnement des marchés. Si besoin est, il peut effectuer lui-même des enquêtes ou les confier au service de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) du ministère de l'Industrie, dont la fonction est de veiller au respect du libre jeu de la concurrence.

(Source : Serge Mari, *Questions économiques et sociales*, Gallimard, Folio-Actuel, 2000)

**Q5 –** Pourquoi l'Etat régleme-t-il le comportement des entreprises sur le marché ?

### **b) - L'Etat régule les activités économiques**

1 – Une politique de relance est une politique économique qui a pour but de provoquer une relance de la croissance économique d'un pays et de lutter contre le chômage par une augmentation des dépenses de l'État. Elle peut prendre la forme d'une politique budgétaire ou d'une politique monétaire (baisse du taux d'intérêt).

Les politiques de relance sont fondées sur le mécanisme du multiplicateur keynésien. Si la demande globale augmente dans une économie, les entreprises devront augmenter leur production pour faire face à ce surplus de demande. Cette augmentation de production donne lieu à une croissance économique et à une demande de travail de la part des entreprises, donc à des embauches. L'augmentation de l'activité fournie augmente également des recettes fiscales permettant de rembourser la dépense initiale.

(Source : [http://fr.wikipedia.org/wiki/Politique de relance](http://fr.wikipedia.org/wiki/Politique_de_relance) 2011)

2 – Après le Japon (207 milliards d'euros annoncés fin octobre) et la Chine (455 milliards d'euros, le 9 novembre), l'Union européenne devrait annoncer son plan de relance mercredi 26 novembre. Le chiffre de 130 milliards d'euros a été avancé, alors que des mesures ont déjà été prises par certains Etats membres comme l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou les Pays-Bas. Aux Etats-Unis, des crédits d'impôts ont été accordés en début d'année aux ménages, et de nouvelles pistes devraient bientôt aboutir : soutien au secteur automobile, aides supplémentaires aux ménages, investissements dans les infrastructures, projets environnementaux, extension de la couverture médicale, autant de points défendus par le président élu Barack Obama et sa majorité au Congrès.

(Source : Anne Rodier et Adrien de Tricornot, *Le Monde* du 25 novembre 2008).

**Q1 –** Quels sont les deux objectifs d'une politique de relance ?

- .....
- .....

**Q2 –** Quelles sont les deux politiques pour atteindre ces objectifs

- .....
- .....

**Q3** – Complétez le schéma à l'aide du vocabulaire suivant : *baisse du chômage, baisse du taux d'intérêt, hausse des dépenses publiques, hausse de la production, hausse des emprunts, baisse des impôts.*

